

Réunis hier soir à Lezennes, les opposants au Grand Stade ne désarment pas

Une soixantaine de personnes avaient répondu à l'appel du collectif « les 2 sous du Grand Stade », hier soir à Lezennes.

« Nous sommes quelques-uns à penser que ce projet n'est pas le mieux adapté à la communauté urbaine. » À la tribune, les trois animateurs ouvrent plusieurs fronts. La concertation, d'abord, jugée insuffisante. « La décision a été prise dans le secret de la commission Demessine : circulez, y'a rien à voir ! » Le projet lui-même ensuite, qualifié de disproportionné avec une jauge allant jusqu'à « 70 000 ou 80 000 spectateurs en configuration concert ». Une utilisation lourde pointée du doigt avec « 70 événements par an si l'on prend comme référence l'Arena d'Amsterdam ». Les finances, « hors de proportions » puisqu'il faudra compter, appuie le collectif, environ 300 M € tout compris, dont 230 M € pour le seul stade. « La redevance de la communauté urbaine devrait être de 11,6 M € par an en moyenne sur trente ans », croit savoir l'oratrice. « Mais il faudra encore payer la dépollution des terrains, le doublement de la ligne de métro, les frais de rupture du contrat de « GJII », la destruction de Grimprez Jooris. » Bref, la facture,



Les oreilles de certains élus de la communauté urbaine ont sifflé hier soir à Lezennes.

selon le collectif, pourrait s'envoler vers les 500 M €. Et ce n'est pas la contribution annuelle du LOSC, « 1 M € » qui changera la donne. « Trois cents millions d'euros, balance le collectif, c'est 60 nouvelles piscines, 150 salles de sport, 3 000 pavillons Borloo... » Le recours aux transports en commun plutôt que la voiture (5 000 places de parking seulement au total) est jugé « irréaliste ».

Dans la salle, les remarques acer-

bes fusent : « Il nous faut les noms des élus et des techniciens qui vont nous engager là-dedans pour trente ans ». L'engagement de deniers publics au service « d'intérêts purement privés » en choque plus d'un : « On peut mettre les élus qui se disent socialistes face à leurs contradictions ». Alors que s'ouvre la consultation publique - une réunion est prévue le 21 février, toujours à Lezennes - les opposants semblent décider à se mobiliser et à se battre jusqu'au bout. ■ L. W.